



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique extérieure

Question au Gouvernement n° 4570

Texte de la question

AVENIR DE L'UNION EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Yves Jégo, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Yves Jégo. Monsieur le Premier ministre, vous avez sans doute lu dans la presse européenne, le 15 janvier dernier, les déclarations du président Trump qui disait, en gros, que l'Europe était le supplétif de l'Allemagne et qu'au fond le Royaume-Uni avait bien fait de sortir de l'Union européenne.

Le 17 janvier, vous avez sans doute entendu votre homologue britannique, Theresa May, expliquer avec force et conviction que si les négociations pour la sortie de la Grande-Bretagne se soldaient par un échec, cela aurait des conséquences pour les entreprises et l'économie européennes.

Vous savez que Theresa May va rencontrer le président Trump d'ici à quelques jours. N'en doutons pas – et cela nous ramène à la question qui vient de vous être posée sur Whirpool – : tous deux vont s'entendre sur le dos de l'Europe et de l'économie européenne.

Monsieur le Premier ministre, cette réalité qui fait que deux grands alliés de l'Europe, deux grands pays qui depuis l'après-guerre ont été ses principaux alliés, sont en train de changer de posture suscite des inquiétudes, non seulement dans le monde de l'entreprise bien sûr, mais aussi chez ceux qui attendent la parole publique et politique, qui attendent la riposte à ces attaques économiques contre l'Europe. Ils attendent désespérément que le Président de la République, aujourd'hui en tournée en Amérique du Sud, apporte une réponse politique.

Ma question sera très simple. Monsieur le Premier ministre, vous êtes un européen convaincu et avez été ministre des affaires européennes. Si, comme Bergson, vous pensez que l'avenir ce n'est pas ce qui va arriver, mais c'est ce que nous allons faire, qu'allez-vous faire pour sauver l'Union européenne ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Monsieur le député, quand on évoque le contexte international, les menaces qui pèsent sur le monde et sur l'Union européenne, il faut, bien entendu, poser les questions les plus sérieuses, les plus graves, mais il faut aussi regarder la totalité des sujets.

Vous évoquez la situation résultant du Brexit, les positions prises par Donald Trump. Ce qui aujourd'hui menace les équilibres et l'ordre du monde, ce sont les populismes qui montent et qui, dans la démagogie la plus grande, s'emploient, pour des raisons de politique intérieure, à perturber ce qui a été construit pendant des décennies et

des décennies, notamment le projet européen, dans la conformité au message des pères fondateurs de l'Union européenne, pour qu'il y ait de la solidarité, du développement et de la croissance.

Vous posez la question de savoir ce que nous devons faire, mais vous auriez également pu évoquer ce que nous avons fait ! Je prendrai quelques exemples de politiques majeures qui ont été développées au cours des derniers mois pour donner à l'Europe davantage de force. Nous avons ainsi décidé de doter Frontex d'un budget de 250 millions d'euros pour assurer la sécurité du continent européen, le contrôle de ses frontières extérieures.

M. Pierre Lellouche. Quel contrôle ?

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Nous avons décidé, pour que ce contrôle soit efficace, que le système d'information Schengen soit systématiquement interrogé, qu'il soit alimenté par les services de renseignement, qu'il y ait une interconnexion des fichiers criminels avec le système d'information Schengen.

Nous avons décidé – je vous en informe car, tout au long de cette campagne présidentielle, j'entends dire qu'il faudrait réformer Schengen – de modifier l'article 7-2 du code frontières Schengen pour que le contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne soit systématique, y compris pour nos ressortissants.

M. Pierre Lellouche. Les accords de Schengen sont morts !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Grâce à l'action du Président de la République...

M. Jacques Myard. C'est une nécrologie !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ... nous avons décidé de nous mobiliser pour assurer l'unité et l'indivisibilité de la zone euro en sauvant la Grèce, alors que certains, notamment sur les bancs de l'opposition, auraient souhaité qu'elle sorte de l'Union européenne ce qui aurait affaibli cette dernière. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Sylvain Berrios. On voit le résultat !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Et lorsque nous décidons de mettre en place une grande politique d'investissements au sein de l'Union européenne à travers le plan Juncker, doté de 300 milliards d'euros, pour être plus forts dans la transition énergétique, les transports de demain, l'équipement numérique de l'Europe, nous œuvrons à conforter l'Europe face aux dangers auxquels elle doit faire face.

M. Philippe Meunier. Combien de chômeurs ?

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Et aujourd'hui, compte tenu des discours qui sont tenus et du Brexit, nous devons aller plus loin dans l'approfondissement et conforter les atouts de l'Union européenne. Pour cela, nous devons d'abord faire en sorte que, pour sa propre défense – et la France joue un rôle majeur en la matière –, l'Europe se dote en matière militaire des moyens d'investissement et d'une politique de défense qui lui permettent d'être indépendante et d'assurer la défense du continent européen.

M. Claude Goasguen. Vous n'avez rien fait pendant cinq ans !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. C'est cela l'orientation de la France ! C'est cette ligne-là que défend le Président de la République au sein de l'Union européenne : c'est la seule possible si nous voulons pouvoir résister aux coups de boutoir des populismes qui visent à remettre en cause le projet européen.

Quant au Brexit, il faut bien entendu, dans ce nouveau contexte, que nous défendions nos intérêts.

M. Bernard Accoyer. C'est ce que vous avez fait avec le nucléaire ?

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. C'est d'ailleurs ce que nous faisons lorsque nous nous opposons à certains traités de libre-échange qui mettraient en cause des secteurs entiers de notre production industrielle et culturelle, mettant ainsi en cause ce qui est l'essence même de l'Union européenne.

Nous le ferons avec nos partenaires européens, avec la Commission européenne, avec le souci de la défense de notre appareil productif, de nos filières d'excellence.

M. Bernard Accoyer et M. Claude Goasguen. Comme à Fessenheim ?

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Nous le ferons sans vociférer mais avec le souci de la responsabilité et des intérêts de l'Union européenne. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Jégo](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4570

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 janvier 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [25 janvier 2017](#)